

Dernière ligne droite pour la présidence de la RATP

La ministre de tutelle de l'entreprise publique, Élisabeth Borne, se trouve être celle qu'il faut remplacer

Ils étaient plus de trente, dont deux tiers de femmes, sur la ligne de départ des candidatures au poste de PDG de la RATP. Vendredi, ils ne seront que deux ou trois à passer un ultime entretien avec la ministre de tutelle de l'entreprise publique de transport, Élisabeth Borne. Qui se trouve être celle qu'il faut remplacer, puisque c'est sa nomination au ministère des Transports qui l'a fait quitter la RATP le mois dernier. Le choix ultime, en concertation avec l'Élysée, devrait être connu en début de semaine.

Pour cette première nomination à la tête d'une entreprise publique du quinquennat, l'exécutif a voulu une procédure exemplaire. Elle est, dans l'esprit, symétrique de celle qu'Emmanuel Macron veut installer pour les plus hauts fonctionnaires qui seront confirmés ou remplacés d'ici à la fin de l'année. Objectif, explique une source proche du dossier, « *objectiver les nominations sur*

des critères de compétences, sortir de l'entre-soi, ouvrir les fenêtres à des profils nouveaux plutôt que de poursuivre la cooptation ».

Trois favoris

Un comité réunissant un cabinet de chasse de têtes, Progress, un représentant de l'Agence des participations de l'État (APE) et le directeur général des transports a procédé à un premier « tri » des candidatures. Six personnes ont été retenues et ont été auditionnées lundi, mardi et mercredi. Il s'agit de Bruno Angles, ancien responsable de Macquarie, un fonds spécialisé dans les infrastructures, et patron de Credit Suisse France depuis début 2016, Sandra Lagumina, ex-GDF, débarquée en début d'année de son poste de directeur général adjoint d'Engie, d'Agnès Pannier, directeur général délégué de la Compagnie des Alpes, de Philippe Martin, directeur général adjoint de la RATP, de Mireille

Faugère, ex-SNCF et... de Florence Parly, patronne de SNCF Voyages, ancienne secrétaire d'État au Budget du gouvernement Jospin, nommée mercredi soir ministre des Armées !

Avant ce rebondissement, Florence Parly figurait parmi les favoris pressentis de cette compétition. Même si son cas posait un problème particulier, car elle est aussi la compagne de Martin Vial, le directeur général de l'APE, qui s'était « déporté » dès le début du processus de sélection. Avec cette entrée au gouvernement, le cercle des prétendants à la présidence de la RATP se restreint à deux favoris principaux : Bruno Angles et Sandra Lagumina. Ils devront, dans la dernière ligne droite, convaincre de leur capacité à dérouler une feuille de route déjà largement écrite, puisque Élisabeth Borne avait déjà rédigé le prochain plan stratégique de la RATP, alliant développement international et préparation de l'ouverture à la

concurrence en France. Pour cette entreprise, le gouvernement ne cherche pas un révolutionnaire mais de la continuité. D'autant que la RATP aura connu trois patrons en moins de trois ans, après le départ surprise de Pierre Mongin pour Engie en 2015, puis celui d'Élisabeth Borne devenue ministre.

Chacun a ses atouts : Bruno Angles connaît l'international et la RATP, dont il est administrateur ; Sandra Lagumina jouit d'une solide réputation de manager et, dit-on, du soutien des syndicats.

L'État d'Emmanuel Macron ambitionne de renouveler les pratiques et fait de la RATP un premier test. Mais les vieux réflexes ont la vie dure, à écouter les décryptages de cette procédure faits par le microcosme, qui résume parfois la compétition à celles de ses réseaux traditionnels - les X (École polytechnique) pour Angles, l'ENA et le Conseil d'État pour Sandra Lagumina. ■ **B. B.**